



Introduction à l'écofinancement

Atelier de coordination élargie 2017

L'ÉCOFINANCEMENT : DÉFINITION

Utilisation de produits et services financiers

tels que prêts, assurances, actions, prises de participation et obligations

dans des projets verts (ou écoprojets).

L'écofinancement dépasse le cadre du financement de l'action climatique. Il intéresse les terres, les forêts, l'eau, les océans, la protection des ressources naturelles, la résistance aux chocs climatiques – en fait tous les investissements du FEM.

Voir la brochure « Introduction to Green Finance » – goo.gl/VzoRVF



FINANCEMENTS ADDITIONNELS NÉCESSAIRES

Financement annuel nécessaire :

Protection des ressources naturelles

USD Md 400-600 (USD Md 50-62 seulement de dépenser)

déficit de USD Md 300-400 = **1 % des investissements du secteur privé**

Les investissements publics ne peuvent financer que moins de 15 %

Énergie

Accès – USD Md 45 (USD Md 9 de dépenser)

Énergies renouvelables – USD Md 320 (USD Md 154 de dépenser)

Maîtrise de l'énergie – USD Md 390 (USD 225 Md de dépenser)

Financement additionnel (déficit) – USD Md 350

Climat – USD Md 392 investis en 2014 (> 60 % de financements privés)

– manque encore **USD Md 250**

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA SÉANCE DE TRAVAIL

1. Principaux instruments financiers pour la protection des ressources naturelles

- Emprunt/actions/garanties

2. Mobiliser les capitaux du secteur privé

3. Cas

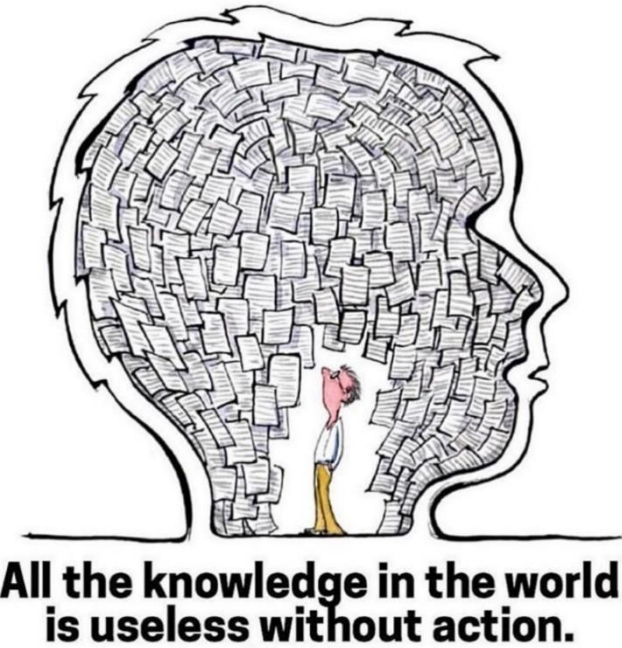
- Fonds pour la foresterie
- Fonds pour la pêche
- Programme de maîtrise de l'énergie

Audience : professionnels entrant sur la scène de l'écofinancement



POURQUOI CETTE SÉANCE DE TRAVAIL ?

- ✓ **Capitaux privés** – part la plus importante des financements pour la protection des ressources naturelles/le climat
- ✓ Pour accéder à des capitaux privés, il faut comprendre **comment cela fonctionne**.
Le financement peut être **expliqué en termes simples**.
- ✓ **On peut alors appliquer ces connaissances** pour répondre aux questions suivantes :
 - Comment élaborer des projets d'intérêt collectif qui mobilisent des financements privés ?
 - Comment pérenniser les effets des projets (une fois le financement terminé) ?
 - Comment établir les priorités de notre programme de travail pour mobiliser davantage de capitaux ?



BRÈVE HISTOIRE DE L'ÉCOFINANCEMENT

Les investissements dans la protection des ressources naturelles ont évolué :

- 19^e siècle : simple financement du secteur public
(taxes, droits, timbres et dépenses publiques)
- 20^e siècle : mélange de financements publics et philanthropiques
- 25 dernières années : **participation accrue du secteur privé**
+ naissance de nouveaux mécanismes financiers

Par exemple, les pays **tropicaux** peuvent utiliser leur patrimoine forestier pour retirer des **revenus de l'exploitation durable des ressources en bois**, de **l'agriculture écologiquement viable** et de **l'écotourisme**.

Innovations financières : les obligations sociales, les initiatives de marketing collaboratif (plateformes en ligne pour mobiliser des capitaux) transformeront la façon de mobiliser des fonds.



ÉCOFINANCEMENT : CATÉGORIES D'ACTIFS

Catégorie d'actifs – groupe d'instruments financiers :

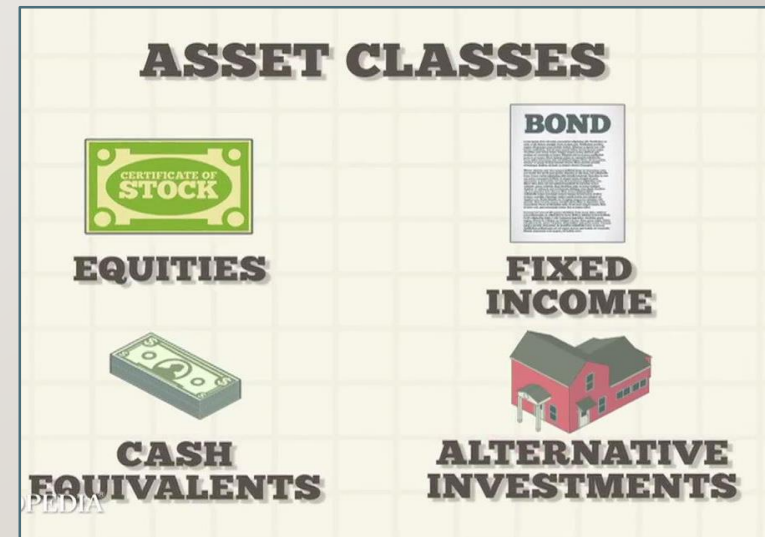
- Avec des **caractéristiques** similaires,
- qui se **comportent** de la même manière sur le marché,
- et sont régis par les mêmes **lois et règlements**

2 catégories d'actifs/instruments financiers couramment utilisés dans les écofinancements :

1) **Capital social** (actions)

2) **Emprunt** (revenu fixe)

+ outil de gestion des risques : **Garanties**

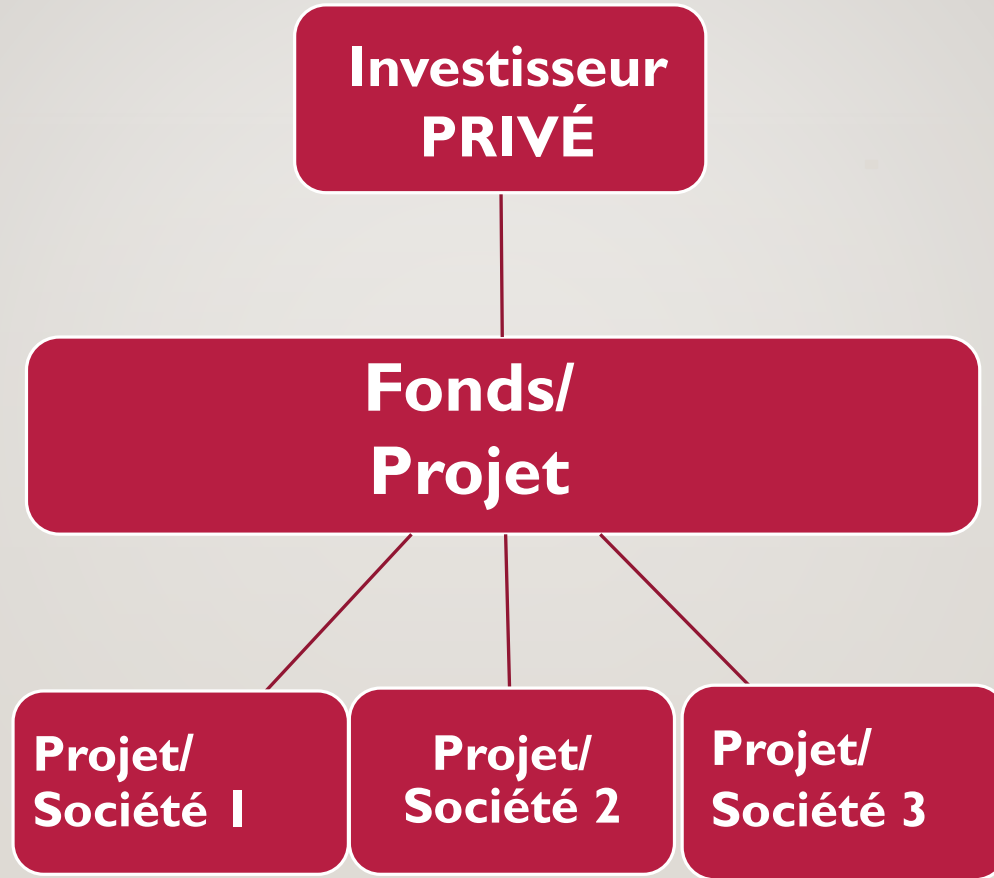


LES FINANCEMENTS MIXTES COMMENT ÇA MARCHE ?

Peut investir
USD M 8

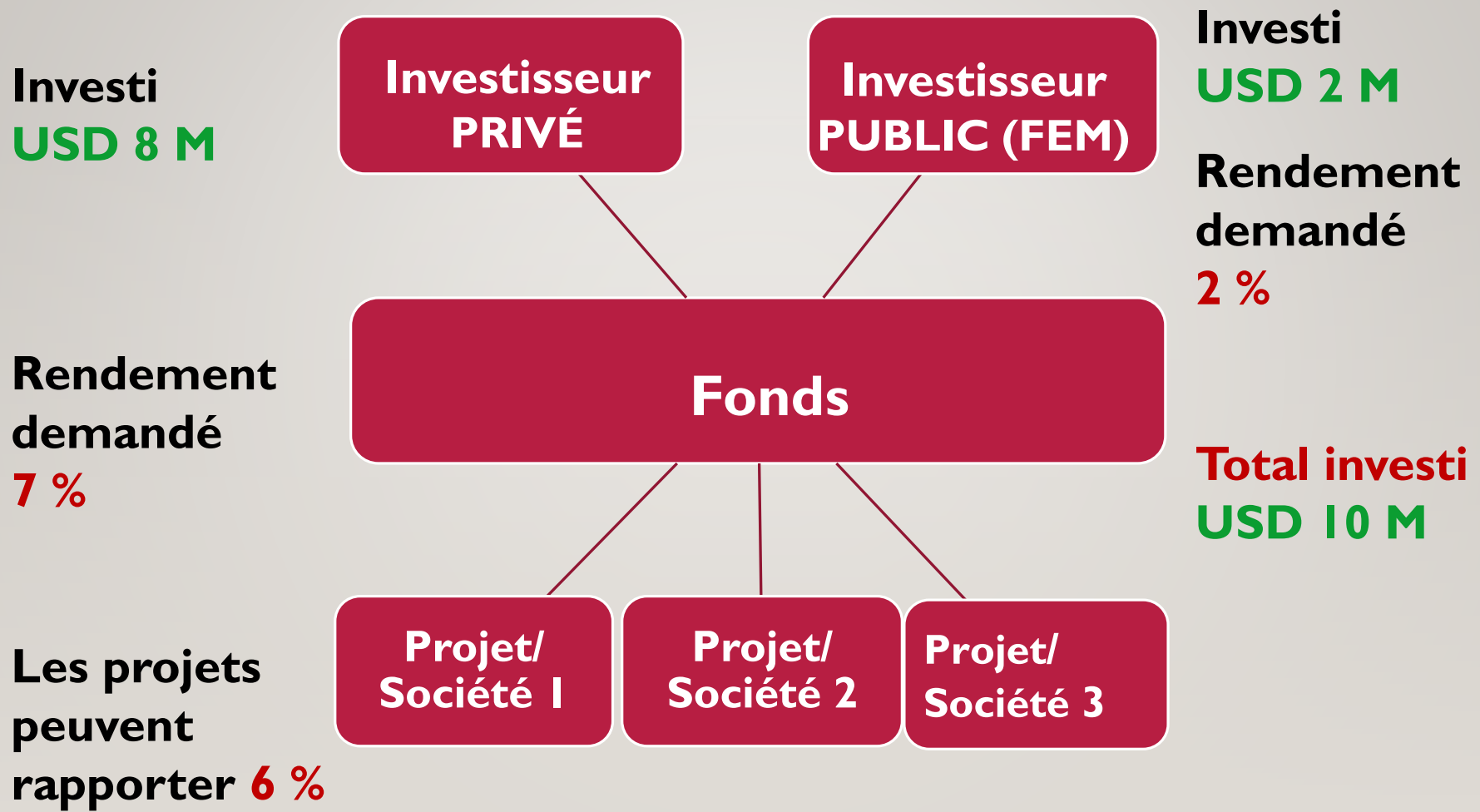
Rendement
demandé
7 %

Les projets
peuvent
rapporter **6 %**



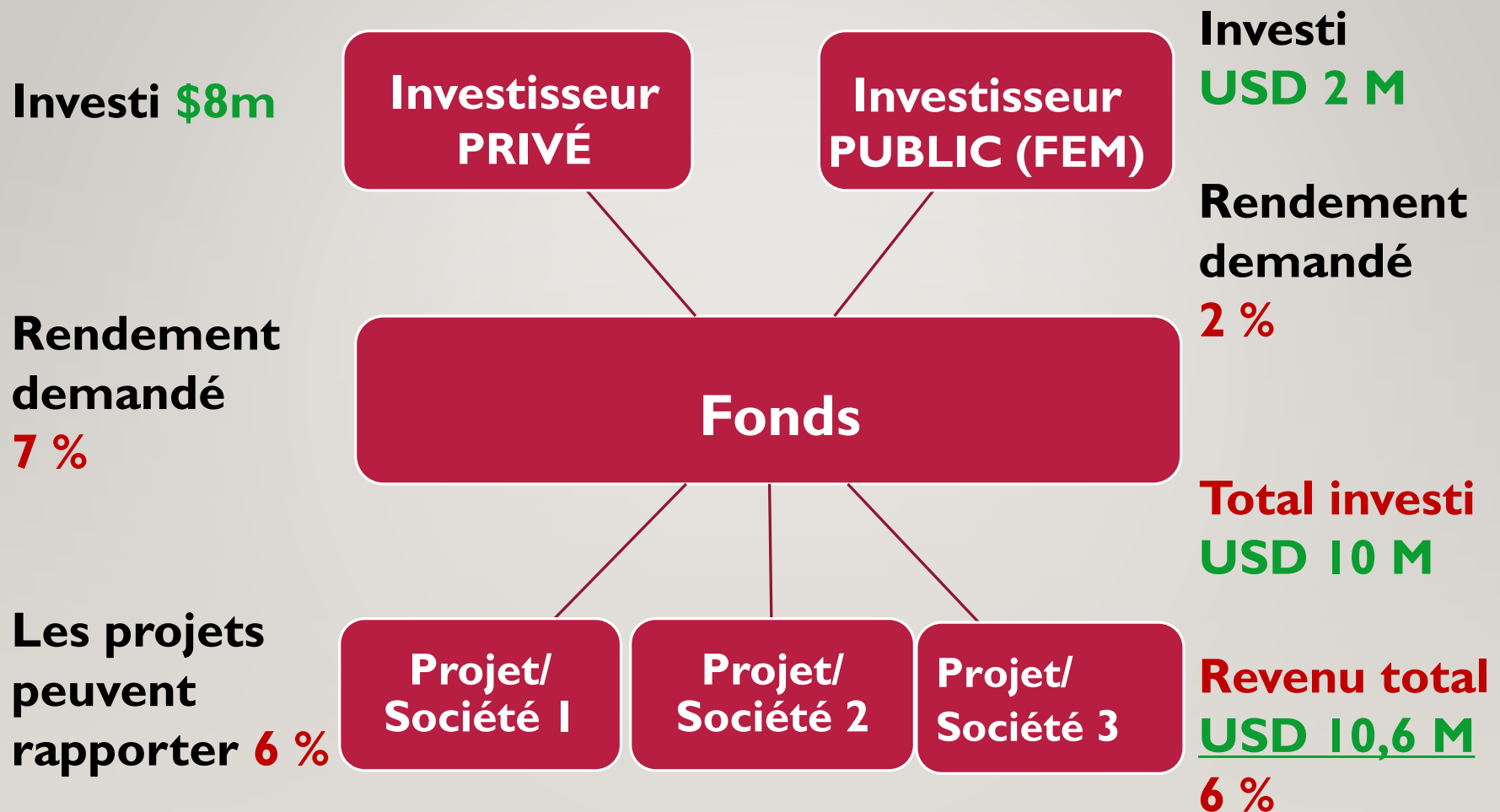
Pour simplifier les calculs, nous partons du principe que les projets ne durent qu'un an.

LES FINANCEMENTS MIXTES COMMENT ÇA MARCHE ?



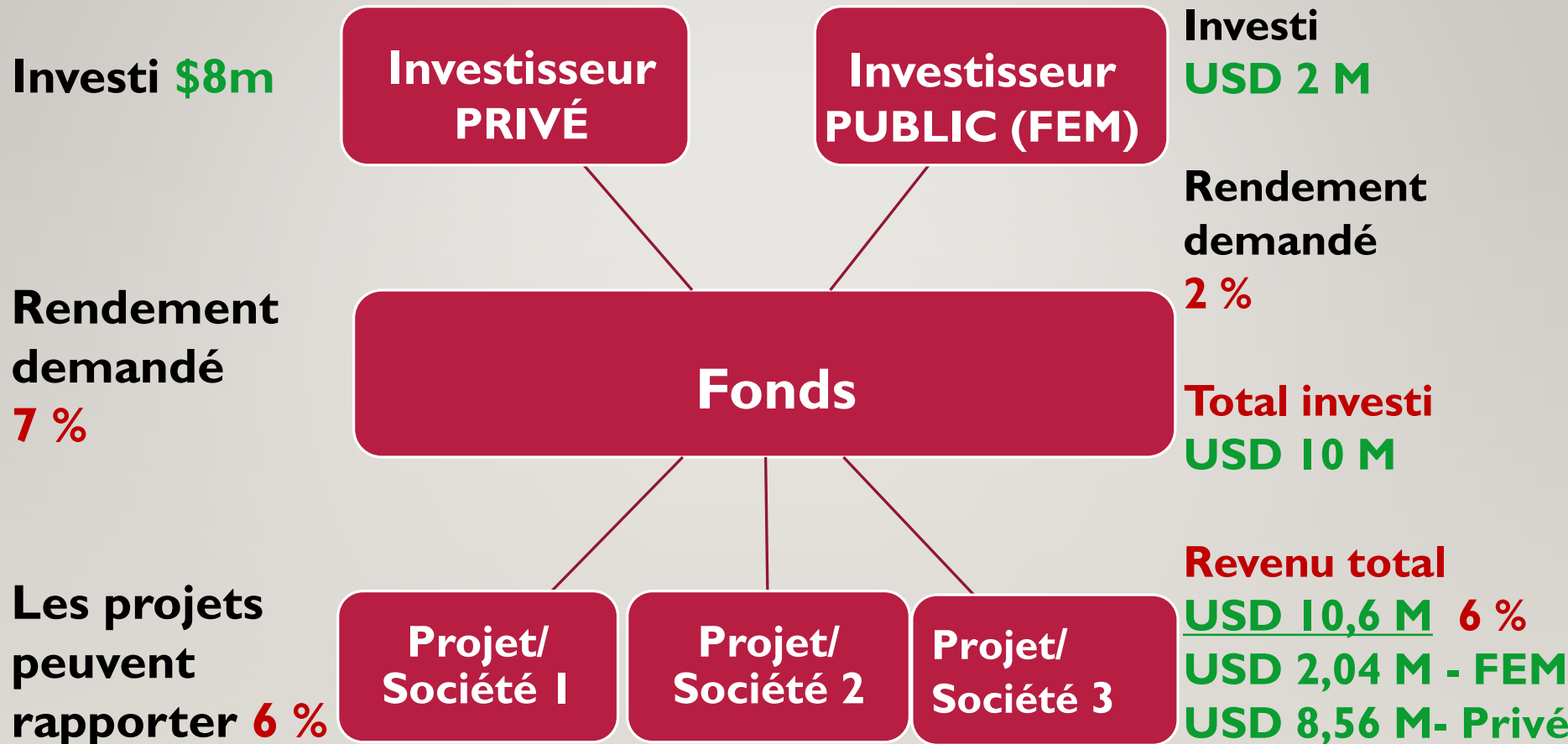
Pour simplifier les calculs, nous partons du principe que les projets ne durent qu'un an.

LES FINANCEMENTS MIXTES COMMENT ÇA MARCHE ?



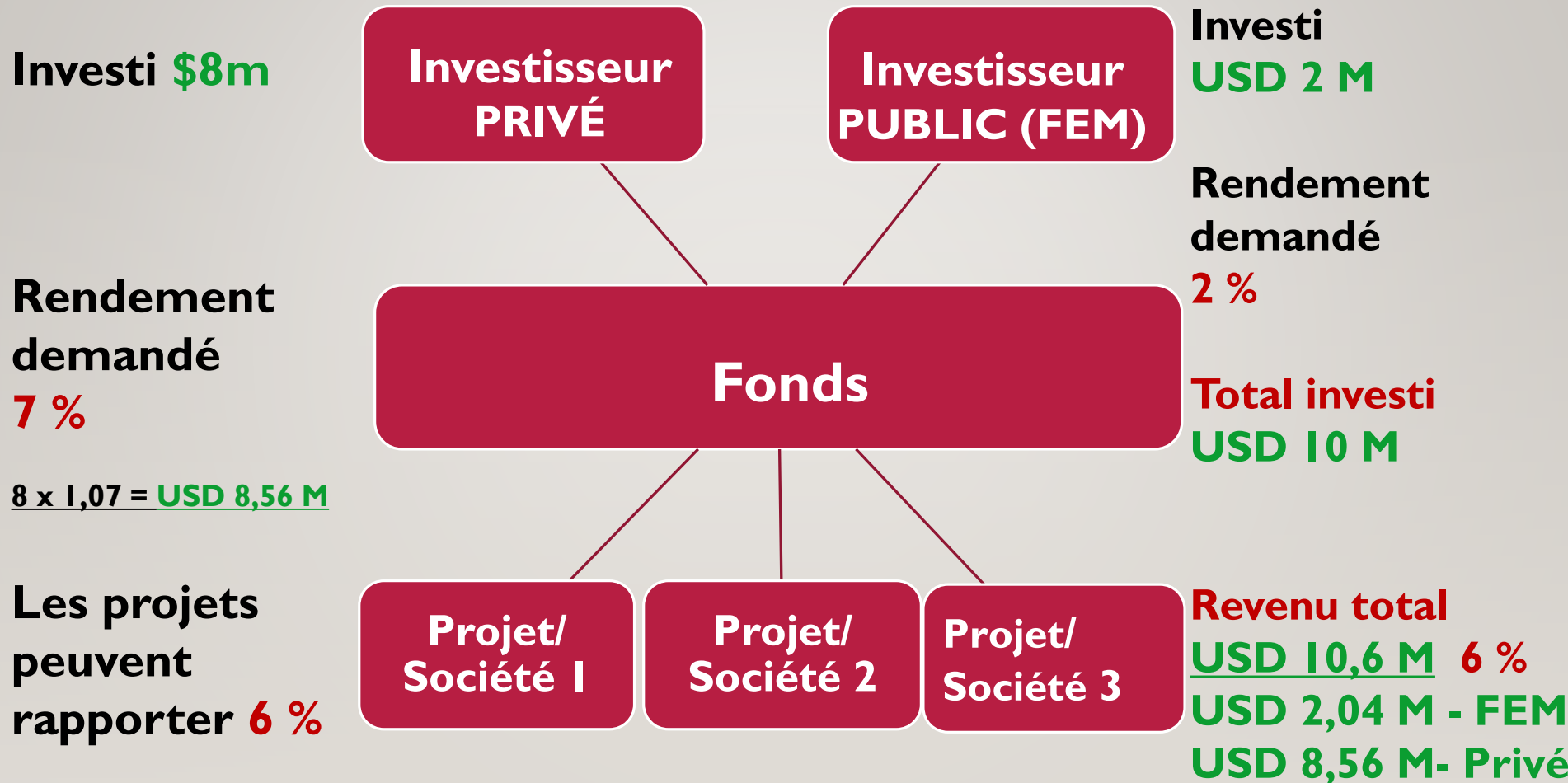
Pour simplifier les calculs, nous partons du principe que les projets ne durent qu'un an.

LES FINANCEMENTS MIXTES COMMENT ÇA MARCHE ?



Pour simplifier les calculs, nous partons du principe que les projets ne durent qu'un an.

LES FINANCEMENTS MIXTES COMMENT ÇA MARCHE ?



Pour simplifier les calculs, nous partons du principe que les projets ne durent qu'un an.

FINANCEMENT PAR ÉMISSION D' ACTIONS

Prise de participation – détention de parts dans le capital social de l'entreprise

Actions ordinaires (actions subordonnées) par opposition aux actions privilégiées


- Les actions ordinaires sont subordonnées aux actions privilégiées
- Liquidation : les actionnaires privilégiés sont rémunérés en premier
- Dividendes : différents/plus importants pour les actions privilégiées

Les **institutions publiques** investissent souvent dans des **actions subordonnées**

→ permet d'absorber les risques de perte de premier niveau (mais peut-être aussi de rechercher des rendements corrigés du risque)

Les **investisseurs privés** investissent dans des actions privilégiées (actions de premier rang)

Investisseurs privés, IFD, IFI	Actions privilégiées/de premier rang, dette prioritaire
Bailleurs de fonds publics, FEM	Actions subordonnées, aides directes



LA PRISE DE PARTICIPATION DANS LES PROJETS DU FEM

Objectif : Financer de petits projets sur les énergies propres pour réduire les émissions de CO₂

Apports

- Le FEM a investi 4,5 millions de dollars dans le Fonds africain des énergies renouvelables (FAER) en acquérant des actions ordinaires au rendement plafonné à 4 %
- La Banque africaine de développement (BAfD) et d'autres bailleurs de fonds ont apporté 25 millions de dollars
- Le cofinancement atteint au moins 150 millions de dollars

Processus et produits

- La BAfD gère le FAER
- Le FAER investit dans des projets sur les énergies propres
- En acceptant un rendement plafonné, le FEM permet aux autres investisseurs d'augmenter de 2 à 3 % leurs bénéfices
- Nombre de projets à élaborer (actuellement 18, au lancement de l'opération)

Impact : Réduction de 3,8 millions de tonnes du CO₂ émis pendant la durée de vie du projet (10 ans)


FINANCEMENT PAR L'EMPRUNT

Bons, obligations, prêts, obligations non garanties, certificats, hypothèques, et autres accords

- **Prêt** : Somme d'argent prêtée par une banque à une société, avec paiement d'intérêts, sur une période déterminée
 - Garantie à apporter (si cela pose problème, préférer l'émission d'actions)
- **Emprunt obligataire** : émis par une société sur le marché
 - Se négocie sur le marché et fait intervenir des sommes élevées (généralement au moins 100 millions de dollars)

Priorité

- Dette prioritaire : niveau de sécurité plus élevé (risque plus faible) & coupon moins élevé
- Les emprunts ont un rang de priorité supérieur aux actions – les créanciers sont rémunérés avant les actionnaires

Investisseurs privés	Dettes prioritaires (Bons prioritaires, prêts)	
Bailleurs de fonds publics, FEM	Titre de créance subordonnée (bons subordonnés, prêts)	

L'EMPRUNT DANS LES PROJETS DU FEM

Objectif : Améliorer l'efficacité du transport des marchandises pour réduire les émissions de GES dans la région de la mer Noire

Apports

- Le FEM a fourni une aide sous forme d'emprunt subordonné totalisant 16,4 millions de dollars (prêt de rang inférieur)
- Cofinancement : 155 millions de dollars pendant le déroulement du projet et 250 millions de dollars après son achèvement

Processus et produits

- La BERD gère le programme de logistique verte (en cours)
- L'investissement du FEM sous forme de prêts subordonnés abaisse le coût du projet (réduit les taux d'intérêt nécessaires) → permet l'investissement de la BERD

Impact : Réduction estimée des GES de 9,1 millions de tonnes CO₂e

GARANTIES

Réduit la probabilité de défaut

Appuie le flux d'investissements privés – pour les projets dans lesquels les investisseurs et les prêteurs cherchent à atténuer le risque

- **Garantie de crédit** – couvre les défauts de paiement d'emprunteurs privés. Garantie totale ou partielle. Garantie partielle = à concurrence d'un montant prédéterminé
- **Garantie de performance** – accord entre un client et un prestataire, garantissant l'exécution de toutes les obligations contractuelles



LES GARANTIES DANS LES PROJETS DU FEM

Objectif : Appuyer la régénération des sols en Amérique latine

Apports

- Le FEM a investi 15 millions de dollars sous forme de garanties et de prêts subordonnés
- Cofinancement : 120 milliards de dollars de la Banque interaméricaine de développement et d'autres bailleurs de fonds

Processus et produits

- Secteur privé intéressé par la régénération des terres dégradées. Ces investissements comportent une longue période d'amortissement et un risque financier élevé →
- Le FEM réduit le risque → permet les investissements privés + les investissements publics (BID)
- Activités : restauration des sites ; cultures intercalaires ; systèmes d'ombrage pour le café et le cacao ; produits ligneux et non ligneux ; amélioration des sols, des ressources en eau et de la régulation thermique en améliorant la gestion des terres agricoles

Impact : Régénération d'au moins 45 000 ha, réduction des émissions de 4,5 millions de tCO₂e

Exemple de structure financière mixte

Source des capitaux	Structure n° 1:	Structure n° 2:
Investisseurs privés	Emprunt (bons)	Dette prioritaire (Bons de premier rang, prêts)
IFD, IFI	Actions de premier rang	Emprunt subordonné (bons de deuxième rang, prêts)
IFD, IFI	Financements mezzanine (mélange d'emprunts et d'actions)	Actions de premier rang
Bailleurs de fonds publics	Actions de second rang	Actions de second rang
	Garantie	Aide financière directe

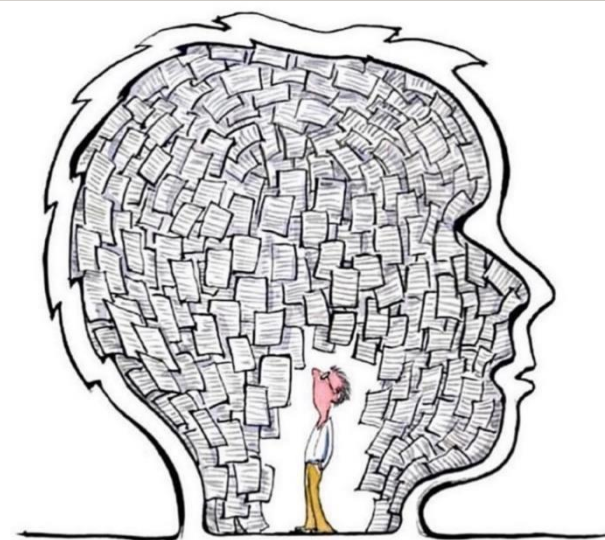
OBSTACLES AUX CAPITAUX PRIVÉS

- Coût élevé de la recherche des profils voulus – couple rendement-risque intéressant, trésorerie suffisante et prévisible, grands projets
- Antécédents insuffisants pour les projets et leurs promoteurs
- Suivi des impacts sur la protection des ressources naturelles
- Caractère modulable/transposable des futurs projets



ET MAINTENANT ?

- ✓ **Nouvelles formes de collaboration** entre les investisseurs, les ONG/promoteurs de projet et les entités publiques
- ✓ **Mélange** de capitaux non concessionnels et concessionnels
- ✓ **Lever les obstacles existants au sein du cadre du FEM**
 - Comment élaborer des projets d'intérêt collectif qui mobilisent des financements privés ?
 - Comment pérenniser les effets des projets (une fois le financement terminé) ?
 - Comment établir les priorités de notre programme de travail pour mobiliser davantage de capitaux ?
- ✓ **Cercle de professionnels de l'écofinancement**, une initiative pilotée par le FEM – site bientôt disponible



**All the knowledge in the world
is useless without action.**

A close-up photograph of a large, irregular hole in a weathered tree trunk. The wood is dark brown with visible grain and cracks. Through the hole, a bright green forest is visible, reflected in a calm body of water. The scene is framed by the rough edges of the tree bark.

CAS

CAS I: FONDS POUR LA FORESTERIE

Investisseurs (FEM et autres acteurs) → Fonds pour la foresterie → Projets/entreprises dans le secteur forestier

- 1) Les sociétés forestières ont besoin de capitaux. Mais l'amortissement sur une longue période, le manque d'antécédents et l'incertitude sur le prix des produits font hésiter les investisseurs.
- 2) Le Fonds fournira un financement à long terme (**sous forme de crédits/prises de participation**) pour permettre à cinq-six projets existants de changer d'échelle, et de mobiliser ainsi davantage de capitaux auprès d'institutions financières (**sous forme de crédits/prises de participation**).
- 3) Le FEM a pris une position de (**rendement faible & risque élevé/rendement élevé & risque faible**) dans le fonds, ce qui aide à réduire les risques pour les investisseurs du secteur privé.
- 4) Les intérêts des investisseurs du secteur privé (**crédits/actions**) suivent de près ceux des autres actionnaires : ces acteurs veulent être source de valeur ajoutée en faisant prévaloir une gouvernance efficace et des normes environnementales et sociales élevées dans les sociétés financées.



CAS I: FONDS POUR LA FORESTERIE (I/4)

1) Les sociétés forestières ont besoin de capitaux. Mais l'amortissement sur une longue période, le manque d'antécédents et l'incertitude sur le prix des produits font hésiter les investisseurs.



CAS I: FONDS POUR LA FORESTERIE (2/4)

2) Le FEM aide à créer ce Fonds qui fournira un financement à long terme (**sous forme de crédits/prises de participation**) pour permettre à cinq-six projets existants de changer d'échelle, et de mobiliser ainsi davantage de capitaux auprès d'institutions financières (**sous forme de crédits/prises de participation**).

CAS I: FONDS POUR LA FORESTERIE (3/4)

3) Le FEM a pris une position de (rendement faible & risque élevé/rendement élevé & risque faible) dans le fonds, ce qui attire les investisseurs du secteur privé.

CAS I: FONDS POUR LA FORESTERIE (4/4)

4) Les intérêts des investisseurs du secteur privé (**crédits/actions**) suivent de près ceux des autres actionnaires : ces acteurs veulent être source de valeur ajoutée en faisant prévaloir une gouvernance efficace et des normes environnementales et sociales élevées dans les sociétés financées.



CAS I: FONDS POUR LA FORESTERIE

RÉPONSES

Investisseurs (FEM et autres acteurs) → Fonds pour la foresterie → Entreprises dans le secteur forestier

- 1) Les sociétés forestières ont besoin de capitaux. Mais l'amortissement sur une longue période, le manque d'antécédents et l'incertitude sur le prix des produits font hésiter les investisseurs.
- 2) Le Fonds fournira un financement à long terme **sous forme de prises de participation** pour permettre à cinq-six projets existants de changer d'échelle, et de mobiliser ainsi davantage de capitaux auprès d'institutions financières **sous forme de crédits**.
- 3) Le FEM a pris une position de **rendement faible/risque élevé** dans le fonds, ce qui aide à réduire les risques pour les investisseurs du secteur privé.
- 4) Les intérêts des investisseurs du secteur privé **qui acquièrent des actions** suivent de près ceux des autres actionnaires : ces acteurs veulent être source de valeur ajoutée en faisant prévaloir une gouvernance efficace et des normes environnementales et sociales élevées dans les sociétés financées.



CAS 2 : FONDS POUR LA PÊCHE

1) Le **Fonds pour la petite pêche durable** sera l'une des très rares institutions financières fournissant des financements à long terme à des villages de pêcheurs.

2) Le Fonds accordera des financements à long terme sous forme de **(prêts/prises de participation/prêts et prises de participation)** à des entreprises prometteuses intervenant dans les secteurs de la pêche et de la mariculture durables.

Les capitaux permettront aux emprunteurs d'acquérir des actifs fixes.

3) Le FEM investit dans des **(actions/prêts)** de 5-7 ans et compte sur une rentabilité de 10-15 %.



CAS 2 : FONDS POUR LA PÊCHE (1/3)

1) Le **Fonds pour la petite pêche durable** sera l'une des très rares institutions financières fournissant des financements à long terme à des villages de pêcheurs.

CAS 2 : FONDS POUR LA PÊCHE (2/3)

Le Fonds accordera des financements à long terme sous forme de **(prêts/prises de participation/prêts et prises de participation)** à des entreprises prometteuses intervenant dans les secteurs de la pêche et de la mariculture durables.

Les capitaux permettront aux emprunteurs d'acquérir des actifs fixes.



CAS 2 : FONDS POUR LA PÊCHE (3/3)

3) Le FEM investit dans des **(actions/prêts)** de 5-7 ans et compte sur une rentabilité de 10-15 %.

CAS 2 : FONDS POUR LA PÊCHE

RÉPONSES

1) Le **Fonds pour la petite pêche durable** sera l'une des très rares institutions financières fournissant des financements à long terme à des villages de pêcheurs.

2) Le Fonds accordera des financements à long terme sous forme de **prêts et prises de participation** à des entreprises prometteuses intervenant dans le secteur des produits de la mer durables.

Les capitaux permettront d'acquérir des actifs fixes.

3) Le FEM investit dans des **prêts** de 5-7 ans et compte sur une rentabilité de 10-15 %.



CAS 3 : PROGRAMME DE MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

- 1) Les sociétés de services énergétiques (SSEN) sont des entreprises privées qui traduisent dans les faits les progrès technologiques pour réduire la consommation d'énergie. Elles ont besoin de prêts pour moderniser les équipements et les processus, mais elles n'ont pas accès aux **(crédits bancaires/marchés des capitaux)**.
- 2) Pour prêter, les banques exigent habituellement un niveau élevé de **(garantie sous forme de capital fixe/garantie d'autres institutions financières)**. Les SSEN peuvent rarement réunir ces conditions.
- 3) L'objectif du projet est de développer le secteur de la maîtrise de l'énergie en **(partageant les risques/co-investissant)** avec des établissements prêteurs.
- 4) Les fonds du FEM seront utilisés pour monter un programme de **(garantie contre les risques liés à la performance/garantie pour améliorer les termes du crédit)**. Le programme prévoit la création d'un mécanisme d'atténuation des risques.
- 5) Le mécanisme d'atténuation des risques servira à partager les risques avec les banques commerciales. Ces fonds seront versés aux banques participantes en cas de perte ou de défaut de paiement = couverture partielle des engagements des banques. Les SSEN pourront ainsi obtenir un crédit bancaire à un coût **(plus faible/plus élevé)** et sur une période **(plus courte/plus longue)**.

Banques	
Mécanisme d'atténuation des risques	Banques
Mécanisme d'atténuation des risques	



Pertes : derniers 10 % à la charge des banques

Pertes : 80 % suivants à la charge du mécanisme d'atténuation des risques et des banques, à parts égales

Pertes : premiers 10 % à la charge du mécanisme d'atténuation des risques

CAS 3 : PROGRAMME DE MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE (1/5)

I) Les sociétés de services énergétiques (SSEN) sont des entreprises privées qui traduisent dans les faits les progrès technologiques pour réduire la consommation d'énergie. Elles ont besoin de prêts pour moderniser les équipements et les processus, mais elles n'ont pas accès aux **(crédits bancaires/marchés des capitaux)**.



CAS 3 : PROGRAMME DE MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE (2/5)

2) Pour prêter, les banques exigent habituellement un niveau élevé de **(garantie sous forme de capital fixe/garantie d'autres institutions financières)**. Les SSEN peuvent rarement réunir ces conditions.

CAS 3 : PROGRAMME DE MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE (3/5)

3) L'objectif du projet est de développer le secteur de la maîtrise de l'énergie en **(partageant les risques/co-investissant)** avec des établissements prêteurs.



CAS 3 : PROGRAMME DE MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE (4/5)

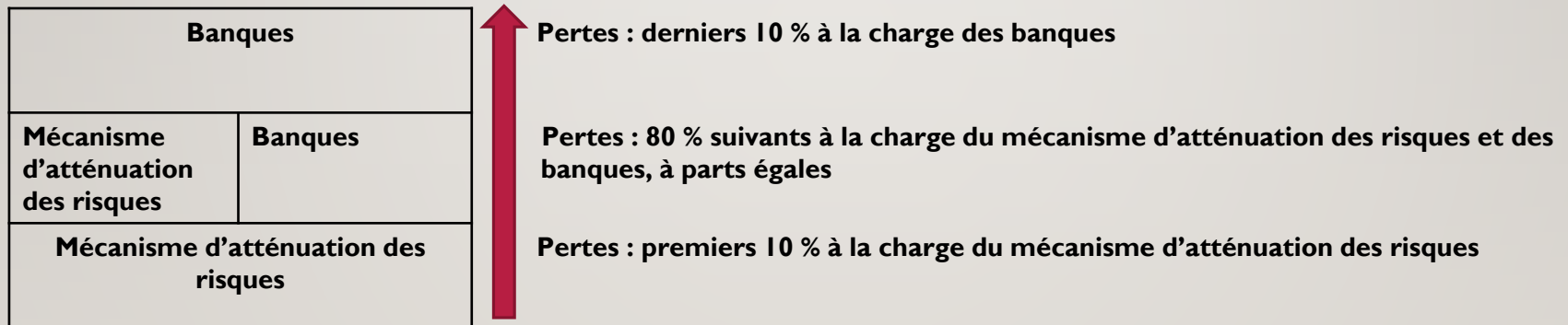
4) Les fonds du FEM seront utilisés pour monter un programme de **(garantie contre les risques liés à la performance/garantie pour améliorer les termes du crédit)**.

Le programme prévoit la création d'un mécanisme d'atténuation des risques.



CAS 3 : PROGRAMME DE MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE (5/5)

5) Le mécanisme d'atténuation des risques servira à partager les risques avec des banques commerciales. Ces fonds seront versés aux banques participantes en cas de perte ou de défaut de paiement = couverture partielle des engagements des banques



Les SSEN pourront ainsi obtenir un crédit bancaire à un coût **(plus faible/plus élevé)** et sur une période **(plus courte/plus longue)**.

CAS 3 : PROGRAMME DE MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

RÉPONSES

- 1) Les sociétés de services énergétiques (SSEN) sont des entreprises privées qui traduisent dans les faits les progrès technologiques pour réduire la consommation d'énergie. Elles ont besoin de prêts pour moderniser les équipements et les processus, mais elles n'ont pas accès aux **crédits bancaires**.
- 2) Pour prêter, les banques exigent habituellement un niveau élevé de **garantie sous forme de capital fixe**. Les SSEN peuvent rarement réunir ces conditions.
- 3) L'objectif du projet est de développer le secteur de la maîtrise de l'énergie en **partageant les risques** avec des établissements prêteurs.
- 4) Les fonds du FEM seront utilisés afin de monter un programme de **garantie pour améliorer les termes du crédit**. Le programme prévoit la création d'un mécanisme d'atténuation des risques.
- 5) Le mécanisme d'atténuation des risques servira à partager les risques avec des banques commerciales. Ces fonds seront versés aux banques participantes en cas de perte ou de défaut de paiement = couverture partielle des engagements des banques. Les SSEN pourront ainsi obtenir un crédit bancaire à un coût **plus faible** et sur une période **plus longue**.





Merci de votre attention

QUESTIONS ?

Brochure : goo.gl/VzoRVF